

REVUE  
HISTORIQUE  
DES  
ARMÉES

## Revue historique des armées

259 | 2010  
La mort

---

# La violation des sépultures militaires, 1919-1920

Béatrix Pau

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/6980>

ISBN : 978-2-8218-0530-9

ISSN : 1965-0779

### Éditeur

Service historique de la Défense

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010

Pagination : 33-43

ISSN : 0035-3299

### Référence électronique

Béatrix Pau, « La violation des sépultures militaires, 1919-1920 », *Revue historique des armées* [En ligne], 259 | 2010, mis en ligne le 06 mai 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/6980>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

---

# La violation des sépultures militaires, 1919-1920

Béatrix Pau

---

« Il est de mon devoir de vous signaler le cas suivant. Il existe sur le territoire de la commune de St-Gilles un cimetière militaire. Le 29 mai dernier, jour de l'Ascension, Madame Descoutis, directrice de l'école à Montluçon (Allier) a fait exhumer dans le dit cimetière le corps de son fils et après l'avoir replacé dans un cercueil plombé l'a transporté à Montluçon par auto. Tout cela s'est fait naturellement sans aucune autorisation, la loi ne permettant ni exhumation ni transfert de corps de militaire. » <sup>1</sup>

- 1 Dès la cessation des hostilités, le vœu le plus cher de la majorité des familles éprouvées par un deuil de guerre fut de ramener le corps de leur parent mort au feu afin de l'inhumer dans le cimetière communal. Or, le gouvernement qui avait interdit, dès le 19 novembre 1914, l'exhumation et la restitution des corps des militaires morts au feu, maintint cette mesure après guerre. Cette prolongation suscita le mécontentement d'un grand nombre de familles. Aussi certains parents, estimant avoir trop attendu et avoir le droit de reprendre leur mort, n'hésitèrent pas à outrepasser la loi et ramenèrent clandestinement les restes mortels de l'être aimé. Les années 1919 et 1920 furent donc marquées par la violation des sépultures militaires par des parents éprouvés par le deuil et dont le but était de ramener le corps à tout prix, bafouant la loi et parfois la morale. Face à ces exhumations et transports clandestins, la politique de l'État oscilla entre prévention et sanction, mais ces actes illégaux ne furent pas enrayés pour autant. En quoi exhumer et transporter, dans la plus grande illégalité, des corps de militaires morts au front fut-il une entreprise, certes périlleuse, mais néanmoins relativement aisée ?

## Ramener le corps à tout prix

- 2 « Les familles qui prennent la détermination de ramener auprès d'elles les restes mortels des leurs ne reculent devant aucun obstacle ni devant aucun sacrifice pour arriver à leurs fins. » <sup>2</sup> Le culte des morts, et plus spécialement celui des morts pour la patrie, était tellement vivace et

important que les familles étaient prêtes à braver tous les interdits et tous les dangers pour ramener la dépouille chérie. Ainsi, des parents exhumerent et transportèrent eux-mêmes, selon leurs propres moyens, le corps de leur proche, passant outre la loi. La plupart des familles firent appel à des « mercantis de la mort » qui étaient soit des entrepreneurs de fortune locaux, soit des « maisons » de pompes funèbres parisiennes. Ainsi, un nommé Tanguy, mécanicien à Guignes (Seine-et-Marne) se spécialisa dans les transports de corps clandestins, opérant pour des familles de la région <sup>3</sup>. Robert Dubard démontra, dans un article publié dans *L'Intransigeant*, que rien n'était plus facile que de trouver un « entrepreneur de la mort ». Le journaliste s'était, en effet, rendu chez un marbrier à Montrouge et un entrepreneur des pompes funèbres à Paris. Ces deux contacts acceptèrent, sans difficultés mais moyennant finances, de procéder à l'exhumation et au transport illicites d'un corps militaire inhumé au front <sup>4</sup>. Des militaires participèrent même à ce trafic frauduleux, fort rémunérateur <sup>5</sup>. Ainsi, le 10 septembre 1919, la brigade de gendarmerie d'Attichy (Oise) dressa un procès-verbal selon lequel des civils accompagnés de trois militaires auraient procédé, à Chevellecourt, à l'exhumation et au transport illicites de quatre militaires <sup>6</sup>.

- 3 Au fil des mois, ces pratiques clandestines devinrent de plus en plus nombreuses. L'impunité des contrevenants et la relative tolérance de certaines autorités municipales incitèrent en effet les familles à outrepasser la loi. Ainsi, le sieur Godefroy, demeurant à Herblay (Seine-et-Oise), justifia auprès du maire de sa commune le transfert clandestin des restes mortels de son fils en déclarant que « *dans la commune voisine plusieurs corps avaient été ramenés dans des conditions identiques et, qu'en conséquence, il estimait devoir agir de même* » <sup>7</sup>.
- 4 Cependant, ramener le corps d'un militaire, clandestinement, du front au cimetière familial, resta un privilège que seules les familles les plus fortunées purent accomplir. En effet, l'exhumation et le transport clandestins de restes mortels se firent souvent à prix d'or. Car les entrepreneurs, peu scrupuleux, mirent à profit le deuil et la peine d'autrui : ils s'enrichirent sur le compte des morts et de leurs familles. Ramener les corps au cimetière familial devint pour certains, non un service rendu à des familles éplorées par le deuil, mais un commerce fort lucratif. Le 2 septembre 1919, un journaliste de *L'Intransigeant* dénonça toute une famille de « *mercantis de la mort* », de la région d'Étaples – Berck-sur-mer, qui était en train de s'édifier une fortune grâce à ce commerce frauduleux : « *Le plus triste, c'est que l'un de ces "entrepreneurs" porte l'uniforme et aide les siens dans leur funèbre commerce.* » <sup>8</sup>
- 5 Selon René Renoult, président de la commission de l'armée, faire exhumer et transporter un corps de la zone des armées à un cimetière de la zone de l'intérieur coûtait entre 1 500 et 2 000 francs. Pour le commissaire de police, J. Bonnafoux, les prix variaient entre 4 000 et 8 000 francs. Le sous-secrétaire d'État de l'administration de la Guerre affirma qu'ils pouvaient même atteindre 15 000 francs <sup>9</sup>. Un père aurait payé 10 000 francs pour transférer de Noyon à Paris le corps de son fils <sup>10</sup>. Il est très difficile cependant de savoir exactement la somme que des parents durent déboursier pour ramener la dépouille de leur proche. Les prix, mentionnés sur les documents, variaient entre 2,50 francs et 10 francs le kilomètre. En conséquence, plus la commune de ré-inhumation était éloignée de celle où avait eu lieu l'exhumation, plus le transport était coûteux. Ceci ne découragea pas pour autant certains parents. Ainsi, une famille aurait fait procéder à un transport de corps à 10 francs le kilomètre du département de la Meuse à Marseille <sup>11</sup>.

- 6 D'après la lecture des procès-verbaux de constatation d'exhumation clandestine, la population locale apporta un soutien tacite aux personnes qui exhumerent et transportèrent clandestinement des cadavres de militaires. En effet, interrogés par les gendarmes venus constater le délit, les habitants de la commune où avait eu lieu l'exhumation affirmèrent généralement n'être au courant de rien. Certains reconnurent bien qu'ils avaient entendu un bruit ou vu des personnes étrangères au village, mais sans donner plus de renseignement. En conséquence, les gendarmes ne pouvaient dresser qu'un procès-verbal de constatation de violation de sépulture, mais aucun élément concret et sérieux ne leur permettait d'engager des poursuites contre les personnes qui avaient procédé à ce trafic frauduleux. Ainsi, une ménagère de Romain (Marne), âgée de trente ans, déclara aux gendarmes venus l'interroger : « *Dans la soirée du 6 mai (1920), vers 22 heures, j'ai entendu une voiture automobile à proximité de chez moi. Quelques moments après, j'ai entendu causer dans le cimetière et j'ai aperçu une lanterne ; vers minuit, on percevait encore des bruits de voix à cet endroit. Le lendemain, j'ai constaté que l'on avait ouvert une tombe.* » <sup>12</sup>
- 7 Ce soutien tacite se transformait parfois en aide matérielle. « Parmi ceux qui favoris[aient] ces exhumations condamnables figur[aient] certains menuisiers et ferblantiers qui livr[aient] au premier venu des cercueils et enveloppes de zinc. » <sup>13</sup> En effet, bien des parents firent faire sur place, par des ferblantiers et des menuisiers, le cercueil dans lequel ils comptaient déposer les restes mortels. Les artisans contactés, qui connaissaient parfaitement la législation en vigueur sur les exhumations et transports de corps, s'acquittaient pourtant de leur tâche, se doutant bien que la personne qui avait commandé le cercueil désirait exhumer clandestinement le corps d'un militaire, soit pour le ré-inhumer sur place après l'avoir changé de bière, soit pour l'emporter avec elle. Ainsi, Fernand Colmard, ferblantier à Suippes, interrogé par des gendarmes, affirma, le 1er octobre 1919, faire le zingage des cercueils pour le compte de menuisiers. Le ferblantier reconnut qu'il savait que ces bières étaient commandées par les familles venues visiter les tombes du champ de bataille mais qu'il pensait que ces dernières avaient obtenu l'autorisation de l'officier d'état-civil. Le menuisier Raymond Picard fit des déclarations similaires ajoutant que sa profession était libre : « *On me commande un cercueil, je le fais. Toutes les personnes qui me commandent des cercueils me sont inconnues. Elles viennent de très loin.* » <sup>14</sup> Aussi, dans un souci de limiter le nombre de transports de corps clandestins dans son département, le préfet de la Marne, le 3 novembre 1919, demanda aux maires de son département d'inviter les menuisiers et ferblantiers de leur commune de ne céder aux requêtes des familles qu'après présentation de l'autorisation écrite délivrée par l'officier d'état-civil qualifié <sup>15</sup>.
- 8 Enfin, des habitants purent participer effectivement à des exhumations clandestines. Ainsi, le 8 juin 1919, le curé de Roye-sur-Matz dirigea plusieurs exhumations clandestines à Gury (Oise) <sup>16</sup>. Le 17 avril 1920, le fermier Paul Jacquet, dont la ferme se situait à proximité du cimetière militaire de Venteuil (Marne) raconta aux gendarmes venus l'interroger :

« Mercredi soir 14 courant vers 20H30, étant chez moi, j'ai entendu frapper à ma fenêtre, j'ai regardé et ai vu deux hommes qui m'ont demandé de leur rendre un service. Ce service consistait à descendre un cercueil du cimetière militaire situé à côté de ma ferme, jusqu'à Venteuil où un camion automobile attendait. J'ai alors dit à mon domestique Bonnichon que quand l'on viendrait l'appeler qu'il descende le cercueil jusqu'au camion. Ces hommes m'ont demandé quel serait le prix pour ce travail. Je leur ai répondu que c'était un service que je leur rendais et qu'aucun service ne se paie. J'ai été me coucher et ne me suis pas occupé de cette affaire. Je

ne connais pas les deux hommes qui se sont présentés chez moi. J'ignore le nombre que ces hommes étaient et quel pays ils habitent ; je ne leur ai posé aucune question. Vers minuit, un homme est allé chercher le domestique qui attela alors le cheval et se rendit avec sa voiture au cimetière militaire où trois autres hommes attendaient. Les quatre inconnus chargèrent le cercueil sur la voiture et le domestique les conduisit à Venteuil. Là, attendait un camion automobile avec un conducteur. Une fois le cercueil placé dans le camion, le domestique, selon ses propres dires, reçut, de la personne qui était venue le chercher, cinq francs. »<sup>17</sup>

- 9 Le fermier et son domestique participèrent donc, de leur plein gré, à une exhumation illicite. Selon leur déposition, ils ne posèrent aucune question à ceux qui avaient sollicité leur aide. Ils ne donnèrent aucune information susceptible de poursuivre les coupables et se contentèrent de raconter les faits de façon très succincte. Malgré leur participation active, ils furent simplement entendus par les gendarmes et nullement inquiétés : ils n'avaient fait que rendre un service.
- 10 Quelques protestations s'élevèrent néanmoins dans certaines communes du front où des exhumations clandestines avaient été effectuées. Cependant, elles ne furent pas dirigées contre les familles qui avaient emporté les restes mortels de l'être cher. En effet, tout le monde s'accorda à dire que ces dernières avaient agi selon un sentiment pieux et respectable. Les critiques concernèrent surtout les modes d'opérations employés et notamment le recours à des entrepreneurs de la mort.

## Une entreprise plus ou moins facile

- 11 À la lecture des premiers rapports préfectoraux et procès-verbaux de gendarmerie sur les exhumations et transports clandestins, il apparaît clairement que, dans le premier semestre de 1919, les cimetières militaires du front ne firent l'objet d'aucune surveillance spéciale. En conséquence, il fut très facile pour des familles d'emporter un corps sans être vues ni poursuivies. La violation de sépulture n'était constatée par les autorités compétentes du lieu (civiles ou militaires) que le lendemain, voire quelques jours plus tard.
- 12 Le colonel Bonnet, commandant le 6<sup>e</sup> secteur de gendarmerie, établit, le 27 septembre 1919, une liste analytique de 154 procès-verbaux d'exhumations illicites (dressés en trois mois et dix jours). D'après ce rapport, la nuit était le moment privilégié pour opérer. D'une manière générale, un ou plusieurs parents proches du mort (veuve, père, mère, frère) étaient présents. Dans 8 % des cas, il n'y n'avait eu qu'une simple exhumation pour une mise en cercueil plus solide, généralement plombé. La bière avait été de nouveau enterrée, mais à faible profondeur de manière à opérer plus tard un enlèvement plus rapide<sup>18</sup>. Ainsi, la veuve Romin qui, le 12 juillet 1919, fit transporter à Nangis (Seine-et-Marne) le corps de son mari inhumé dans un champ, au sud de Crugny (Marne), avoua avoir fait un premier voyage, une quinzaine de jours auparavant, afin de prendre les dispositions nécessaires<sup>19</sup>. Tout comme les exhumations, les transports s'effectuaient la nuit au moyen de voitures automobiles, le plus souvent dépourvues de toute marque apparente de façon à ce que le propriétaire du véhicule ne fût ni reconnu ni identifié. Certains transports débutèrent en automobiles et furent continués par d'autres moyens plus rapides comme le chemin de fer<sup>20</sup>.
- 13 Cependant, l'entreprise était plus ou moins aisée en fonction des lieux d'inhumation. Si le corps était enterré sur le champ de bataille même, l'exhumation et le transport étaient

faciles. L'entrepreneur des pompes funèbres ou la famille se rendait sur le lieu en question et enlevait la dépouille mortelle, sans être inquiété. En revanche, si les corps étaient inhumés dans un cimetière militaire ou civil, l'entreprise s'avérait un peu plus compliquée. Tout d'abord, la proximité des habitations augmentait le risque d'être repéré. Ensuite, le cimetière, plus surveillé, était généralement clôturé et fermé à clef. Les « exhumateurs » étaient donc amenés à détériorer la clôture, ce qui relevait d'un délit sanctionné par le Code rural depuis Napoléon I<sup>er</sup>.

- 14 La seule véritable contrainte était de se procurer les autorisations officielles de transporter et de ré-inhumer les corps. Cependant, il fut possible de détourner la loi. Tout d'abord, certains magistrats municipaux et fonctionnaires de la préfecture de police furent complaisants <sup>21</sup>. « À proximité des routes, près des villes, les maires laissent faire quand on trouve des moyens de transport. » <sup>22</sup> Ainsi, selon un rapport du maire d'Augères par Mourioux (Creuse), le maire de Senlis (Oise) autorisa des exhumations de corps militaires enterrés dans le cimetière communal dont il avait la police. Le 14 juin 1919, le sous-secrétaire d'État de l'administration de la Guerre demanda au ministre de l'Intérieur que des observations fussent faites au maire de Senlis <sup>23</sup>. Ensuite, au lieu de demander l'autorisation de transport de corps au préfet du département dans lequel le corps était inhumé, les « mercantis de la mort » s'adressaient au préfet du département de la commune de ré-inhumation. Si cette dernière faisait partie de la zone de l'intérieur, bien souvent, le préfet ne détectait pas la supercherie. Ils déclaraient également que la dépouille du militaire à transporter était celle d'un civil. Enfin, le député Maurice Bouilloux-Laffont dévoila l'utilisation de « cimetières d'étapes », situés dans une commune de la zone de l'intérieur. Une autorisation d'inhumation avait été préalablement obtenue, soit par falsification de documents, soit par complaisance. Le corps du militaire y était donc inhumé temporairement puis à nouveau exhumé. Le transport du corps provenant désormais d'une commune non comprise dans l'ancienne zone des armées, le maire de la commune de ré-inhumation définitive accordait alors sans difficulté l'autorisation de transport <sup>24</sup>.
- 15 Toutefois, le recours à ces haltes provisoires demandait du temps et augmentait le coût du transfert. Aussi bien des parents passèrent outre à cette autorisation et mirent le maire devant le fait accompli. Ainsi, le samedi 28 juin 1919, une veuve vint trouver le maire d'Égreville (Marne) lui avouant qu'elle avait ramené illicitement le corps de son mari et qu'elle avait déposé le cercueil à l'entrée du cimetière. Le premier magistrat de la commune se sentit alors obligé d'accorder le permis d'inhumation, expliquant au préfet : « *Devant ce cas, je n'ai pu qu'à m'incliner [sic] et à faire le nécessaire en vue de l'inhumation dans une concession perpétuelle.* » <sup>25</sup>
- 16 Cependant, les exhumations et transports de corps de militaires, opérés clandestinement par les familles ou pour leur compte, mirent en danger non seulement la bonne conservation des sépultures militaires mais aussi l'identité des cadavres. En effet, en raison des circonstances dans lesquelles s'effectuèrent les exhumations, la nuit, hâtivement, sans lumière ni aucune précaution d'hygiène, l'identité des restes mortels emportés n'était pas toujours certifiée. Substitutions de cadavres, détériorations ou encore violation de tombes sont à déplorer. Ainsi, le 11 juin 1919, 12 cadavres furent mis à découvert lors de l'exhumation, dirigée par le frère du capitaine Benoît du 217<sup>e</sup> RI, inhumé à Wez <sup>26</sup>. Des faits encore plus macabres se produisirent. En effet, dans la précipitation ou pour faciliter leur transport, il arriva que seuls les restes mortels fussent emportés, le cercueil étant laissé sur place. Selon les dires du commissaire de police de

Montmorency (Seine-et-Oise), J. Bonnafoux, une mère s'était rendue dans la Somme où son fils était inhumé. Elle procéda elle-même, sans outil, à l'exhumation. Elle mit les ossements dans une caisse qu'elle fit enregistrer au chemin de fer comme bagage <sup>27</sup>.

- 17 Or de telles pratiques, qui ne respectaient aucune prescription d'hygiène, mettaient en danger l'intégrité du cadavre. Ainsi, des ossements et même des parties de corps furent oubliés, tombés. Le 12 mai 1920, alors qu'il prenait son travail, le chef terrassier chargé des tombes du cimetière militaire de Sillery (Marne) constata la violation de la sépulture du soldat André Lebeurre. Le cercueil n'avait pas été enlevé de la fosse. Ayant soulevé le couvercle qui avait été juste déposé sur la bière, une partie du corps seulement, la tête et les membres, avait été emportée. *« Il faut donc supposer que les auteurs de cette profanation ont été dérangés dans leur travail et qu'ayant dû partir ils ont laissé le tronc dans le cercueil. »* <sup>28</sup>
- 18 Outre des « oublis » d'ossements, il arriva que des corps tombassent des camions automobiles, pendant le trajet, et fussent abandonnés par les conducteurs. Ainsi, sur une route départementale à six kilomètres de Compiègne, alors qu'un camion emportait à vive allure deux corps exhumés clandestinement, les cercueils tombèrent, par suite des cahots. Sous le choc, les bières se brisèrent et les ossements, désormais mélangés, furent éparpillés sur le chemin. Comme il faisait nuit noire, le conducteur ne ramassa pas les débris humains et prit la fuite. Les dépouilles furent découvertes et recueillies par le service de l'état-civil aux armées 12 heures plus tard <sup>29</sup>. Or, en raison de l'état des cercueils et de la dispersion des ossements, il fut certainement impossible au service de l'état-civil d'identifier les corps qui, *de facto*, devinrent inconnus. Les exhumations et transports de corps clandestins donnèrent donc lieu à des faits divers fort macabres, où peu de respect était porté aux corps des valeureux soldats morts durant la guerre. Quelle fut donc l'attitude du gouvernement à l'égard de ce trafic illicite ?

## Empêcher et sanctionner

- 19 Dès les premiers mois de 1919, les préfets de la zone des armées avertirent le ministre de l'Intérieur que des exhumations et transports de corps de militaires avaient lieu dans leur département et demandèrent des mesures visant à empêcher de tels agissements frauduleux. Le 7 juin 1919, Jules Pams, ministre de l'Intérieur, invita les préfets à demander aux maires et commissaires de police de leur département de signaler *« de toute urgence les inhumations qui viendraient à être faites, dans leur commune, de corps de militaires ramenés de l'extérieur »*. Le préfet devait ensuite porter à la connaissance du sous-secrétaire d'État de l'administration de la Guerre les informations recueillies <sup>30</sup>. Bien qu'elle réaffirmât l'illégalité des exhumations et transports de corps de militaires inhumés dans l'ancienne zone des armées, cette circulaire n'apporta en fait aucune réponse concrète aux attentes des préfets de l'ancienne zone des armées, notamment celles relatives à d'éventuelles sanctions. Toutefois, le jour même, la direction de l'administration départementale et communale (ministère de l'Intérieur) envoya une note à la direction de la Sûreté générale lui demandant d'examiner les mesures de police à prendre pour mettre un terme aux exhumations et transports clandestins <sup>31</sup>.
- 20 Ce « vide juridique » fit que, malgré l'instruction provisoire de Clemenceau du 15 juin 1919 qui réaffirmait l'interdiction absolue d'exhumer et de transporter des corps militaires inhumés dans l'ancienne zone des armées, les opérations frauduleuses continuèrent. Aussi, la direction de l'administration départementale et communale, en accord avec le ministère de la Guerre, la direction de la Sûreté générale et le ministère de



la Justice, jugea opportun de prendre des mesures plus appropriées, non seulement de répression mais aussi de prévention.

- 21 Le 10 septembre 1919, Jules Pams envoya une circulaire aux préfets de la zone des armées leur demandant de stopper dans sa route tout véhicule contenant un corps de militaire exhumé illicitement et découvert avant le terme de son voyage. Un procès-verbal devait alors être dressé contre l'entrepreneur qui était obligé de ramener le cadavre là où il l'avait exhumé. Toutefois, cette dernière mesure n'était pas applicable si la distance restant à parcourir était peu importante. Dans le cas où les pièces présentées ne mentionnaient pas s'il s'agissait d'un civil ou d'un militaire, le véhicule devait être retenu jusqu'à ce que l'identité des dépouilles mortelles fût prouvée. En conséquence, les bureaux d'octroi, tant de la zone des armées que de la zone de l'intérieur, étaient dans l'obligation de ne laisser pénétrer sur le territoire de la commune aucun cercueil, si le conducteur du véhicule ne pouvait présenter le permis d'exhumation et l'autorisation de transport. Ils devaient en outre retenir le contrevenant jusqu'à l'arrivée des services de police<sup>32</sup>. Or les employés d'octroi ne firent pas toujours preuve de rigueur lors des contrôles de véhicules. Ainsi, la femme du député-maire Dupin de Montbrison (Loire) fit exhumer et transporter de Plainfaing (Vosges) à Montbrison, le 21 juin 1920, le corps de son fils. Selon ses dires, elle aurait agi seule, à l'insu de son mari (mettant ainsi ce dernier hors de cause et à l'abri de sanctions administratives). Afin de mener à bien son entreprise, elle demanda l'aide d'un chauffeur automobile, employé d'un industriel de Saint-Chamond. Le corps arriva à destination, sans incident. Le véhicule fut cependant arrêté à Besançon et à Lons-le-Saunier par des employés d'octroi qui, ne faisant aucune vérification, « *la laissèrent passer sur la déclaration qu'elle contenait des pièces d'acier* »<sup>33</sup>.
- 22 Le ministre de l'Intérieur donna également des instructions pour que les gardes champêtres et les commissaires spéciaux ou de police assurassent la surveillance, notamment celle des cimetières militaires sur tout le territoire<sup>34</sup>. De leurs côtés, le ministère de la Guerre envoya aux services de gendarmerie des instructions analogues et le ministère de la Justice adressa aux procureurs généraux une circulaire<sup>35</sup>. Les sanctions ne furent, en fait, véritablement définies qu'à partir du deuxième semestre de l'année 1919, à un moment où les exhumations et transports de corps de militaires inhumés dans l'ancienne zone des armées devenaient de plus en plus nombreux. Elles furent de deux ordres : administratives à l'encontre des magistrats municipaux et des préfets contrevenants à la loi et judiciaires à l'encontre de ceux qui avaient commandé et effectué les exhumations et transports clandestins.
- 23 Or, bien souvent les sanctions administratives se résumèrent à des observations sévères, sans aller jusqu'à la suspension. Ainsi, le maire de Doullens, accorda, en janvier 1920, l'autorisation d'exhumer du cimetière communal et de transporter à Déchy la dépouille du soldat Émile Wiart. Le 31 janvier 1920, le procureur général de Douai n'avait encore engagé aucune poursuite, ni contre la veuve ni contre le fossoyeur, et pris aucune sanction contre le maire. L'affaire remonta au ministère de l'Intérieur qui la fit traîner. En effet, dans un premier temps, il demanda, au préfet du Nord, son avis sur la suite à donner à cette affaire. Ce ne fut que le 7 avril 1920, soit quatre mois après la dénonciation des faits, que le ministère de l'Intérieur, sur proposition du préfet, ordonna à ce dernier d'adresser au maire de Doullens une observation sévère<sup>36</sup>.
- 24 Les personnes qui exhumaient et transportaient illicitement des corps de militaires étaient, quant à elles, passibles de l'article 360 du Code pénal français. Cependant, certains tribunaux hésitèrent sur l'application de cet article car le délit visé par ce



dernier impliquait une intention de nuire que l'on ne pouvait attribuer à des familles qui n'agissaient que dans un sentiment de pitié. Toutefois, dans la mesure où certaines familles ou entrepreneurs pour arriver à leurs fins bouleversaient d'autres tombes et nuisaient ainsi aux autres familles en les empêchant parfois de retrouver la dépouille de leur proche, il apparut à la section permanente de la Commission nationale des sépultures, que l'article 360 du Code pénal pouvait être appliqué<sup>37</sup>. Des tribunaux condamnèrent donc des parents à verser des amendes. Ainsi, le 5 juin 1920, le tribunal de Brest condamna une mère à verser 200 francs d'amende pour avoir exhumé et transporté clandestinement le corps de son fils<sup>38</sup>.

25 « Mais l'action des pouvoirs publics ne saurait se borner à réprimer des agissements aussi regrettables qui sont susceptibles, en créant des inégalités choquantes, d'impressionner fâcheusement l'opinion publique. »<sup>39</sup> C'est pourquoi, plus que sur la répression, le gouvernement mit l'accent sur la prévention. Les effets escomptés furent loin d'être obtenus. L'enlèvement de cadavres de militaires continua. Les familles des militaires morts à la guerre accusèrent alors ouvertement le gouvernement de favoriser ces exhumations clandestines en refusant le transfert des corps. Ainsi, un père écrivit dans une lettre adressée à L'AFC : « Le Gouvernement va-t-il nous forcer à agir de même et à aller lui voler nos enfants ? Ils ont mieux mérité et nous voulons avoir le droit de le faire au grand jour. (...) Nous ne lui avons pas refusé nos fils, nous les avons encouragés à faire tous leurs devoirs malgré nos angoisses et nos souffrances. Il doit nous les rendre sans nous obliger à nous cacher, car nous croyons avoir le droit de les reprendre. »<sup>40</sup>

26 Il lui fut également reproché de ne pas faire respecter l'égalité de tous devant la mort, principe qui pourtant lui était si cher. En effet, les exhumations et transports de corps clandestins choquèrent l'opinion publique française, la presse et les députés, car ils allaient à l'encontre même du principe de l'égalité des familles devant la mort : « De telles pratiques ne peuvent durer. Elles révoltent à la fois notre conscience et notre sens de l'égalité. »<sup>41</sup> Ceux qui avaient de l'argent et qui ne craignaient pas d'enfreindre la loi avaient la consolation d'avoir près d'eux la dépouille de leur mort. En revanche, les réprouvés de la fortune devaient se contenter « du bannissement égalitaire dans la terre désolée de la zone des armées. (...) Décidément, un pareil sans gêne dépasse ce qu'on peut rêver »<sup>42</sup>. D'où la contestation des familles désargentées qui, se sentant exclues et condamnées à laisser le corps sur les anciens champs de bataille, réclamaient l'égalité devant la mort. À Sillé-le-Guillaume (Sarthe) et dans une commune environnante, dans le courant du mois de juillet 1919, trois corps furent ramenés, ce qui mit en émoi nombre de familles touchées par un deuil de guerre. Le secrétaire de mairie de Sillé-le-Guillaume se fit alors le porte-parole d'un groupe de familles et écrivit au directeur de L'AFC, protestant contre les transports clandestins : « Cette inégalité est-elle supportable ? Comment peut-on admettre que l'autorité laisse se commettre une injustice aussi criante ? La perte des siens, riches ou pauvres n'est-elle pas égale ? et ne devons-nous pas, dans cette profonde douleur qui atteint tant de familles, espérer et voir l'égalité de nos chers morts ? Nous ne récriminons pas contre les familles qui peuvent par des moyens illégaux, ramener les leurs, mais nous protestons énergiquement contre l'autorité qui ne sait pas empêcher cette injustice. »<sup>43</sup>

## Conclusion

27 « Une défense qui est violée avec une telle fréquence et une telle énergie n'est plus une défense, elle tombe elle-même emportée par la force de la volonté nationale. »<sup>44</sup> Malgré

les mesures gouvernementales, les exhumations clandestines ne disparurent pas. Le désir des familles fut plus fort que la loi. Aussi, pour beaucoup de personnes, la seule façon de supprimer ces opérations frauduleuses était d'accorder la restitution des corps. C'est pourquoi Maurice Bouilloux-Laffont demanda au gouvernement, dès juillet 1919, de renoncer au projet de loi relatif à l'interdiction des exhumations et transports des corps militaires pour une durée de trois ans<sup>45</sup>. Une véritable campagne en faveur des restitutions, aux familles qui les réclamaient, des corps des militaires tués au cours de la guerre, fut alors lancée. Le rôle et le devoir de l'État étaient en jeu. La gratuité de ces transferts s'imposa vite. Les familles qui, pour des raisons morales ou financières, avaient choisi la voie de la légalité, durent attendre la loi du 31 juillet 1920 pour obtenir satisfaction. La démobilisation des morts débuta alors en 1921<sup>46</sup>.

---

## NOTES

1. ADMa, 2 R 212, lettre du maire de Saint-Gilles au préfet de la Marne, le 14 juin 1919.
2. AN, F2 2 124, vœux tendant à faire modifier l'instruction provisoire du 15 juin 1919 concernant l'exhumation et le transport des corps des militaires inhumés dans la zone des armées, présentés par J. Bonnafoux, commissaire de police, président de l'association amicale de prévoyance des commissaires municipaux, commissaires et inspecteurs spéciaux et mobiles de France et de Tunisie, à Montmorency (Seine-et-Oise).
3. AN, F2 2 125, lettre du maire de Courpalay au préfet de Seine-et-Marne, le 21 juillet 1919.
4. *L'Intransigeant*, 24 juillet 1919, p. 3.
5. ADMa, 2 R 212, rapport n° 426 du commissariat de police de Sézanne au préfet de la Marne, 18 juin 1919. AN, F2 2124, note de la direction de l'administration départementale et communale pour la direction de la Sûreté générale, 25 juillet 1919.
6. AN, F2 2 536, liste analytique des procès-verbaux d'exhumations illicites et clandestines, du 1<sup>er</sup> juin au 10 septembre 1919, pour les 6<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> régions, établie par le commandement du 6<sup>e</sup> secteur de gendarmerie.
7. AN, F2 2124, lettre du maire d'Herblay au préfet du département de Seine-et-Oise, 25 avril 1919.
8. *L'Intransigeant*, 2 septembre 1919, p. 1.
9. AN, F2 2 124, vœux tendant à faire modifier l'instruction provisoire du 15 juin 1919 présentés par J. Bonnafoux, commissaire de police, président de l'association amicale de prévoyance des commissaires municipaux, commissaires et inspecteurs spéciaux et mobiles de France et de Tunisie à Montmorency (Seine-et-Oise), sans date. AN, C 7501, audition de Léon Abrami à la commission de l'armée, séance du 28 mai 1919, p. 114 et 163.
10. *L'AFC*, juillet 1919, p. 2.
11. AN, F2 2 124, rapport du préfet de la Meuse au ministre de l'Intérieur, 24 avril 1919. À titre de comparaison un kilo de pain coûtait quinze francs en 1918.
12. ADMa, 2 R 212, procès-verbal dressé, le 11 mai 1920, par deux gendarmes à cheval de Fismes, 6<sup>e</sup> légion, compagnie de la Marne.
13. AN, F2 2 124, circulaire du préfet de la Marne aux maires du département, 3 novembre 1919.
14. ADMa 2 R 212, procès-verbal dressé, le 1<sup>er</sup> octobre 1919, par deux gendarmes à pied de Suippes, 6<sup>e</sup> légion, compagnie de la Marne.

15. AN, F2 2 124, circulaire du préfet de la Marne aux maires du département, 3 novembre 1919.
16. AN, F2 2 536, liste analytique des procès-verbaux d'exhumations illicites et clandestines, du 1<sup>er</sup> juin au 10 septembre 1919, pour les 6<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> régions, établie par le commandement du 6<sup>e</sup> secteur de gendarmerie. Voir l'intégralité de la liste en annexe.
17. ADMa, 2 R 212, procès-verbal dressé, le 17 avril 1920, par deux gendarmes à pied d'Épernay, 6<sup>e</sup> légion, compagnie de la Marne.
18. AN, F2 2 536, rapport du colonel Bonnet, commandant le 6<sup>e</sup> secteur de gendarmerie sur les exhumations clandestines, le 27 septembre 1919.
19. ADMa, 2 R 212, procès-verbal n° 445 de l'inspecteur de police de Nangis, 13 juillet 1919.
20. AN, F2 2 536, rapport du colonel Bonnet, commandant le 6<sup>e</sup> secteur de gendarmerie sur les exhumations clandestines, le 27 septembre 1919.
21. *L'Intransigeant*, 23 juillet 1919, p. 3.
22. AN, C 7 501, audition de Léon Abrami à la commission de l'armée, séance du 28 mai 1919, p. 167.
23. AN, F2 2 607, note n° 0580/y du sous-secrétaire d'État de l'administration de la Guerre au ministre de l'Intérieur, 14 juin 1919.
24. *Le Journal*, 22 juillet 1919, une.
25. ADMa, 2 R 212, lettre du maire d'Égreville au sous-préfet, le 28 juin 1919.
26. AN, F2 2 536, liste analytique des procès-verbaux d'exhumations illicites et clandestines, du 1<sup>er</sup> juin au 10 septembre 1919 pour les 6<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> régions, établie par le commandement du 6<sup>e</sup> secteur de gendarmerie.
27. AN, F2 2 124, vœux tendant à faire modifier l'instruction provisoire du 15 juin 1919 concernant l'exhumation et le transport des corps des militaires inhumés dans la zone des armées, présentés par J. Bonnafoux, commissaire de police, président de l'association amicale de prévoyance des commissaires municipaux, commissaires et inspecteurs spéciaux et mobiles de France et de Tunisie, à Montmorency (Seine-et-Oise).
28. ADMa, 2 R 212, procès-verbal, dressé, le 20 mai 1920 par deux gendarmes à cheval de Reims, 6<sup>e</sup> légion, compagnie de la Marne.
29. *L'AFC*, septembre-octobre 1919, p. 3.
30. AN, F2 2 124, circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets, 7 juin 1919.
31. AN, F2 2 124, note n° 3/19 de la direction de l'administration départementale et communale, ministère de l'Intérieur à la direction de la Sûreté générale, 7 juin 1919.
32. ADSa, M 726, circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets des départements compris dans l'ancienne zone des opérations militaires, 10 septembre 1919. La même circulaire fut envoyée aux préfets de la zone de l'intérieur.
33. AN, F2 2 124, rapport du préfet de la Loire au ministre de l'Intérieur, 29 juin 1920.
34. ADSa, M 726, circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets des départements compris dans l'ancienne zone des opérations militaires, 10 septembre 1919.
35. AN, F2 2 124, note de la direction de l'administration départementale et communale, sur les transports et exhumations clandestins des corps des militaires inhumés dans l'ancienne zone des armées, non datée.
36. AN, F2 2 595, rapport du préfet du Nord au ministre de l'Intérieur, 6 février 1920. Dépêche n° 828 du procureur général de Douai au préfet du Nord. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Nord, 1<sup>er</sup> mars 1920. Réponse du préfet du Nord, 17 mars 1920. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet du Nord, 7 avril 1920.
37. AN, F2 2 125, procès-verbal de la séance du 31 mai 1919 de la commission nationale des sépultures militaires.
38. Chambre des députés, 2<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1920. *JO* du 30 juillet 1920, p. 1571.
39. ADSa, M 726, circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets des départements compris dans l'ancienne zone des opérations militaires, 10 septembre 1919.

40. Lettre d'un père qui a perdu son fils à la guerre. *L'AFC*, juillet 1919, p. 2.
  41. *L'AFC*, juillet 1919, p. 2.
  42. *L'AFC*, août 1919, p. 1.
  43. Lettre du secrétaire de mairie de Sillé-le-Guillaume, 22 juillet 1919 au directeur de *L'AFC*. *L'AFC*, août 1919, p. 2-3.
  44. AN, F2 2 124, vœux tendant à faire modifier l'instruction provisoire du 15 juin 1919 concernant l'exhumation et le transport des corps des militaires inhumés dans la zone des armées, présentés par J. Bonnafoux, commissaire de police, président de l'association amicale de prévoyance des commissaires municipaux, commissaires et inspecteurs spéciaux et mobiles de France et de Tunisie, à Montmorency (Seine-et-Oise).
  45. *Le Journal*, 22 juillet 1919, une.
  46. Voir : PAU-HEYRIÈS (Béatrix), « La démobilisation des morts français et italiens de la Grande Guerre », *Revue historique des armées*, n° 250, 1/2008, p. 66-76.
- 

## RÉSUMÉS

Dès la cessation des hostilités le vœu le plus cher de la majorité des familles éprouvées par un deuil de guerre fut de ramener le corps de leur parent mort au feu afin de l'inhumer dans le cimetière communal. Or le gouvernement, qui avait interdit dès le 19 novembre 1914 l'exhumation et la restitution des corps des militaires morts au feu, maintint cette mesure après guerre. Cette prolongation suscita le mécontentement d'un grand nombre de familles. Aussi certains parents, estimant avoir trop attendu et pensant avoir le droit de reprendre leur mort, n'hésitèrent pas à outrepasser la loi et ramenèrent clandestinement les restes mortels de l'être aimé. Les années 1919 et 1920 furent donc marquées par la violation des sépultures militaires par des parents éprouvés par le deuil et dont le but était de ramener le corps à tout prix. Bafouant la loi et parfois la morale, ils firent appel à des mercantis de la mort ou procédèrent eux mêmes aux opérations. Face à ces exhumations et transports clandestins, la politique de l'État oscilla entre prévention et sanction, mais ces actes illégaux ne furent pas enrayerés pour autant.

*The violation of military graves, 1919-1920.* Upon cessation of hostilities the dearest wish of the majority of families affected by losses in the war was to bring the body of their dead relative for burial in the community's cemetery. But the government had banned since November 19, 1914 the exhumation and return of bodies of soldiers killed in combat, maintaining this position after the war. This extension aroused discontent among many families. Also some parents, believing they had waited too long and thinking they had the right to reclaim their dead, did not hesitate to bypass the law and illegally bring back the remains of their loved one. The years 1919 and 1920 were therefore marked by the desecration of graves by military parents experiencing grief and whose goal was to bring home the body at any price. Flouting the law and sometimes morality, they appealed to grave diggers or proceeded to take action themselves. Faced with these clandestine exhumations and transports, the policy of the state oscillated between prevention and punishment, but these illegal acts nonetheless were not stopped.

## INDEX

**Mots-clés** : cimetière, deuil, Première Guerre mondiale, sépultures

## AUTEUR

### BÉATRIX PAU

Docteur en histoire, elle a soutenu sa thèse sur *Le transfert des corps des militaires de la Grande Guerre. Etude comparée France Italie (1914-1939)*, sous la direction du professeur Jean-Charles Jauffret. Professeur bi-admissible, elle enseigne au lycée Jean Moulin de Béziers. Ses recherches portent sur la mort et le devenir des corps des soldats de la Grande Guerre.